

# DISCOURS 1<sup>IER</sup> FEVRIER 2024 CHAUMONT

*Document de travail - Discours pour l'intersyndicale- VD*

Bonjour à toutes et à tous ;

Le présent discours est fait au nom de l'intersyndicale (FSU, FO, CGT, SUD, UNSA), et de l'ensemble des personnels de l'Education Nationale. Nous sommes mobilisés aujourd'hui pour dénoncer les politiques menées par le gouvernement en matière d'éducation. Ces politiques sont dangereuses pour la réussite de tous les élèves, pour la qualité de notre enseignement et pour l'avenir de notre profession.

## **Les salaires des personnels de l'éducation nationale sont en berne depuis des années.**

En 2024, le salaire net d'un enseignant débutant est de 1 666 € (*1514 € de traitement et 152 primes d'attractivité*). C'est moins que le salaire d'un ouvrier qualifié.

Les mesures de 2023 n'ont pas permis de rattraper les pertes de pouvoir d'achat de ces 15 dernières années et de la forte inflation que nous connaissons depuis 2022. La prime d'attractivité instaurée en 2021 et davantage utilisée en 2023 conduit à un aplatissement dramatique de nos carrières : **il faut 17 ans pour gagner 400 euros de plus.**

Par ailleurs, le ministère fait de la classe exceptionnelle un système opaque et arbitraire dans lequel aucune contestation n'est possible.

Enfin **l'arnaque du Pacte** est confirmée : attaque contre le statut, charge de travail supplémentaire sans revalorisation et illusion du remplacement.

**L'intersyndicale exige :**

- l'abandon du Pacte et le transfert des sommes prévues sur des mesures sans contreparties.
- une augmentation immédiate de 10 % du point d'indice et sans mission supplémentaire, un plan pluriannuel de rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et une revalorisation des carrières.
- une augmentation des salaires des AED et des AESH et un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH.

## **Les suppressions de postes s'accroissent dans le premier degré**

90 postes en moins dans l'académie de Reims pour le 1<sup>er</sup> degré à la rentrée 2024

Pour la seule Haute-Marne, 19 suppressions de postes sont annoncées pour la rentrée 2024. C'est le plus gros retrait de postes depuis 10 ans (-10 en 2014, -15 en 2018 et 2023). En 2 ans, autant d'emplois supprimés dans le premier degré qu'en 6 ans (entre 2017 et 2022).

Ces suppressions de postes impactent les résultats des évaluations nationales. On peut se demander si la tendance à supprimer des postes ne va pas aggraver cette baisse des résultats des élèves haut-marnais et des autres départements de l'académie.

Sur le terrain, le manque de moyens se fait sentir, notamment avec les classes non remplacées durant la période hivernale dans le premier degré et enseignants non remplacés dans le second degré . Tout cela contribue au mal-être des enseignants qui ne disposent pas des conditions nécessaires au bon déroulement de leurs missions auprès des élèves.

## **Les conditions de travail des personnels de l'éducation nationale se dégradent de manière constante**

Les effectifs dans les classes sont trop élevés, ce qui empêche un enseignement de qualité. Selon les données du MEN, en 2022, le nombre moyen d'élèves par classe est de 22 au primaire, 26 au collège, 30 au lycée. Pour nous, c'est trop élevé ! Cela ne permet pas de travailler dans de bonnes conditions, d'apporter toute l'individualisation à laquelle les élèves peuvent prétendre.

Les offensives sur la formation continue sont inadmissibles : il n'est pas possible d'imposer les formations le soir, le mercredi après-midi ou pendant les vacances !

**Ajoutons à cela, les mensonges et le mépris de la ministre de l'Éducation nationale** Amélie Oudéa-Castéra . Ses propos concernant l'absence des enseignants dans le secteur public ont profondément choqué les personnels du service public d'Éducation. Si des remplacements ne sont pas effectués, à qui en revient la faute ? Certainement pas à son personnel attaché au service public mais plutôt aux gouvernements successifs qui suppriment des postes et attachent leur soutien à l'école privée, système qui entretient la ségrégation sociale et scolaire.

### **Nos justes revendications sont simples et claires:**

- une diminution des effectifs dans les classes : pas plus de 24 élèves par classe en collège (20 en Éducation prioritaire), 25 élèves par classe en seconde et pas plus de 30 en 1ère/terminale.
- des créations d'emplois à hauteur des besoins avec un plan pluriannuel de recrutement (il faut 11543 emplois pour retrouver le taux d'encadrement de 2017).
- le droit à une formation de qualité dans de bonnes conditions, sur le temps de service, au bénéfice de la réussite de nos élèves.

## **L'inclusion des élèves en situation de handicap est un défi qui n'est pas relevé par le gouvernement.**

Tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture tant au niveau des salaires très insuffisant que des conditions de travail très dégradées avec des services, souvent éclatés sur plusieurs établissements.

### **C'est pourquoi nos organisations revendiquent également la mise en place d'un véritable soutien aux élèves en situation de handicap.**

- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins.
- L'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'Ecole inclusive (statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AED, mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à

l'Education nationale de mettre la main sur les notifications MDPH) et l'ouverture de discussions avec les organisations syndicales sur la base des revendications des personnels.

## **Les réformes menées par le gouvernement sont contre-productives et néfastes pour la réussite de tous les élèves.**

### **Second degré collègue**

L'intersyndicale s'oppose fermement à cette réforme, qu'elle juge contreproductive et néfaste pour la réussite des élèves. Les principales critiques sont les suivantes :

- La généralisation des groupes de niveau en mathématiques et en français, qui va accroître les inégalités entre les élèves et les stigmatiser.
- Le redoublement, qui ne résout pas les difficultés des élèves et les décourage.
- La caporalisation des pratiques pédagogiques, qui va réduire l'autonomie des enseignants.
- La transformation du brevet en examen conditionnant l'entrée au lycée, qui va créer une classe de relégation pour les élèves qui échouent.

### **L'intersyndicale propose une alternative à cette réforme, qui repose sur les principes suivants :**

- Une diminution significative des effectifs de classe, pour permettre un enseignement plus individualisé.
- La mise en place de temps réguliers de travail en petits groupes, pour permettre aux élèves de progresser à leur rythme.
- Des programmes cohérents, qui garantissent l'acquisition des connaissances et des compétences indispensables.

L'intersyndicale estime que ces mesures sont indispensables pour garantir la réussite de tous les élèves au collège.

### **Second degré lycée : c'est l'anatomie d'une chute...**

#### **Depuis 2019, la réforme du lycée et du bac n'en finit plus ...**

- **d'être réformée tous les ans : pas une année scolaire qui permette de travailler de manière stable et sereine**, les règles changent tout le temps.
- Depuis 2019, la réforme du lycée et du bac n'en finit plus... de déployer ses **effets délétères pour nos conditions de travail** : pression de Parcoursup, pressions des familles, travail en équipe devenu presque impossible, conseils de classe fantomatiques, suivi et accompagnement des élèves empêchés...

#### **La mise sous tension est permanente**

- Le calendrier du bac a été « desserré » (épreuves de spécialité en juin), mais au prix du retour à des **programmes infaisables dans le temps imparti**, surtout avec la préparation du Grand oral.
- Le ministère prévoit en juin un délai de... **2 ou 3 jours pour corriger les copies** avant le début des épreuves de Grand Oral : une mise sous tension continue du début à la fin de l'année scolaire !

**Le « choc des savoirs » a lieu en lycée aussi !**

- **L'intelligence artificielle se propage dans nos classes** : en maths, en français, en anglais... pour commencer ! Peut-on croire que l'IA ne concernera pas toutes les disciplines ? Peut-on croire que cela n'affectera pas nos conditions de travail, nos métiers et nos postes ?
- Avec un brevet « couperet » et des « classes prépa-lycée » qui s'ajoutent à Parcoursup, le Ministère encadre le lycée par **une sélection à l'entrée et une sélection à la sortie** : est-ce vraiment pour trier les élèves que nous exerçons ce métier ? Ne voulons-nous pas plutôt des moyens pour faire réussir tous les élèves, en travaillant dans de bonnes conditions ?

**En conclusion**, nous ne pouvons plus accepter que nos conditions de travail se dégradent et que la réussite de nos élèves soit mise en danger.

L'intersyndicale demande au gouvernement de prendre des mesures urgentes pour améliorer l'école publique, notamment :

- La revalorisation des salaires et des conditions de travail des personnels.
- L'arrêt des suppressions de postes et la création de nouveaux emplois.
- Le soutien à l'inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers.
- Un véritable dialogue social qui permet d'améliorer les conditions de travail du personnel et des élèves.

Nous devons nous mobiliser pour défendre notre profession et l'école de la République.

Merci de votre attention.